



**Union SNUI – SUD Trésor**  
80/82, rue de Montreuil • 75011 PARIS  
Tél. 01.44.64.64.44 • Fax 01.43.48.96.16  
www.snui.fr • Courriel : snui@snui.fr

### Communiqué de presse

Mardi 26 Mai 2009

## Un malaise persistant à la Direction générale des finances publiques

Ce mardi 26 mai, 15 % des agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) étaient en grève, dont 20 % des agents des impôts (issus de l'ex-Direction générale des impôts, c'est-à-dire la branche « fiscale » de la DGFIP).

Plusieurs centres des impôts étaient fermés ce jour à Vittel et Neufchâteau (Vosges), Agen et Marmande (Lot et Garonne), Thionville, Forbach et Hayange (Moselle) ou encore Nogent le Rotrou (Eure et Loir) et Joigny (Yonne). Les agents grévistes ont participé à de nombreuses actions telles que des distributions de tracts au public ou des rassemblements devant les directions départementales (et à la Recette générale des finances à Paris). Là où des manifestations interprofessionnelles étaient organisées, les agents grévistes de la DGFIP s'y sont naturellement joints.

Si la mobilisation n'a pas atteint les pics historiques du 29 Janvier et du 19 mars 2009 (respectivement 60 et 50 % de grévistes à la DGFIP), faute de dynamique interprofessionnelle notamment, il n'en demeure pas moins que le malaise est persistant et que, au sein de la fonction publique, la DGFIP apparaît comme un secteur où le malaise et le mécontentement sont réels, c'est-à-dire profondément ancrés et durables.

Les sujets de mécontentements ne manquent pas et rejoignent ceux de la plateforme intersyndicale interprofessionnelle :

- l'emploi (12 % des emplois supprimés en 7 ans dans la branche Impôts, autant dans la branche Trésor),
- les conditions de travail (moins d'emplois dans un contexte de hausse de la charge de travail, réformes permanentes de services, individualisation croissante de la gestion des agents, pression liée aux indicateurs),
- et le pouvoir d'achat (la technicité augmente mais sa rémunération ne suit pas).

Ces sujets sont ressentis avec une acuité toute particulière à la DGFIP dans une période marquée par une très forte sollicitation des agents (campagne « impôt sur le revenu »), une fusion « Impôts/Trésor » aux implications nombreuses et complexes et le passage prochain devant l'Assemblée Nationale de la loi sur la mobilité qui se traduit par davantage de flexibilité et un recul des droits sociaux des fonctionnaires.

Pour l'Union SNUI – SUD Trésor, plus que jamais, devant les tentations de flexibiliser un peu plus le monde du travail (illustrée dans le privé par la possibilité de « prêt » de main d'œuvre ou par le débat sur l'amendement visant à « autoriser » les salariés en arrêt maladie à travailler chez eux et, au sein de la fonction publique, par la loi sur la mobilité par exemple), la défense de l'emploi, des conditions de vie au travail et du pouvoir d'achat sont des priorités revendicatives absolues.